

8 pièces attestent des démarches connues par les pouvoirs publics. Sans résultats, elles produisent un fait de procrastination concertée Franco Italienne. Pour une affaire criminelle reconnue, et une dépossession de bien pour masquer le tout, cela produit complicité criminelle quant à la méthode mise en oeuvre pour produire le crime et ses bénéfices.

Avv. GENNARO PAPA

82100 - BENEVENTO

Via Papicelli n. 24 - tel. 0824/21482

Cod. Fisc. PPA 0482302081

Partita IVA 0007386081

Benevento, li 23.11.1981

Alla sig.ra RICCI ELEOPORA

Via Ruffelli n.47 -Villa Gloria

00040 - Cacchina (Roma)

RACCOMANDATA R.R.

Vostre madre e vostro fratello Leopoldo mi hanno dato incarico di procedere nei vostri confronti per ottenere la divisione dei beni ereditari di via Biancolella e via S. Spirito di Montecassiano.

Riferiscono che non molto tempo fa avanzaste la proposta di risolvere bonariamente la cosa nel modo seguente:

- a)- tutti i vani di via Biancolella e tutti i vani terranei di Via S.Spirito da assegnarsi a voi;
- b)- tutti i vani del primo piano alla via S.Spirito n.4 (ove abita vostra madre) da assegnarsi a vostro fratello Leopoldo;
- c)- l'usufrutto su tutti i vani da godere vostra madre vita sua natural durante.

Si lamentano, i miei clienti, di non essersi più concretizzata l'intesa raggiunta per cui mi hanno dato incarico di procedere giudiziariamente se il predetto tentativo di transazione non dovesse essere più raggiunto in via bonaria.

Comunque resto in attesa di un vostro riscontro in merito, nel termine di dieci giorni dalla presente, spiacente se in mancanza dovrà adire l'Autorità Giudiziaria competente.

Distinti saluti.

Avv. Gennaro Papa



Cette démarche de l'Avocat ne produira aucun effet. Elle atteste que le problème se posait dès 1981.



-7 MAR. 91-006325

**CONSOLATO GENERALE D'ITALIA**

5, boulevard Émile Augier  
75116 PARIS  
Tél. : 45-20-78-22

Da citare nella risposta

C14/133205  
Référence à rappeler

Sig. Leopold RICCI  
31, Rue de Poissy

75005 P A R I S

Gentile Signor Ricci,

in data 7 marzo 1991, a seguito di sua richiesta di informazioni relative a suo padre Nicola Mario Ricci, nato a Montesarchio (AV) l'8 luglio 1902, il Ministero di Grazia e Giustizia ci comunica quanto segue:

"le notizie chieste con la nota del 21 gennaio 1991, non possono essere fornite, data la impossibilità dovuta alla distruzione dei fascicoli matricolari e incartamenti vari avvenuti per i noti eventi bellici dall'anno 1939 al 1945, così come comunicato dalla Direzione della Casa Circondariale di Napoli".

Distinti saluti.

IL CONSOLARE GENERALE  
IL CANCELLIERE  
(D. 199 F. Brigante Colonna)

*D. 199 F. Brigante Colonna*

De telles archives ne peuvent être détruites dans une prison que si celle-ci est rasée. Et encore, car les murailles de ces prisons sont imposantes...

Elles ont donc été volontairement détruites. Et le Gouvernement italien a accepté : Quintilien !

MINISTERE  
RL/FS DES  
AFFAIRES ETRANGERES

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 11 AOUT 1992

DIRECTION DES FRANCAIS  
A L'ETRANGER ET DES  
ETRANGERS EN FRANCE

Service des Français  
à l'Etranger

Division des Biens  
et Intérêts Français  
à l'Etranger

21 bis rue La Pérouse  
75775 PARIS Cédex 16

Monsieur Léopold RICCI  
Via Sto. Spirito, 4  
82016 MONTESARCHIO  
BENEVENTO  
-ITALIE-

Rédacteur : Rémi LAMBERT  
N° de poste : 40.66.71.47  
Références : 1005 /BFE

Monsieur,

Par lettre du 19 avril 1992, vous avez bien voulu appeler l'attention du Ministère des Affaires Etrangères sur une succession en Italie concernant des biens appartenant à votre famille.

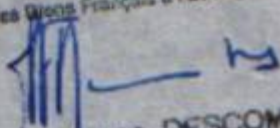
S'agissant d'une affaire de droit privé, ce Ministère n'est malheureusement pas compétent pour intervenir. Il vous appartient de continuer à traiter cette affaire par l'entremise des avocats italiens auxquels vous vous êtes adressé précédemment.

A toutes fins utiles, je vous informe que j'ai néanmoins transmis copie de votre correspondance à notre Consulat Général à Naples.

31 Via Crispi  
80121 NAPLES

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'expression de mes sentiments distingués.

Le Chef de la Division  
des Biens Français à l'Etranger

  
Marie-France DESCOMBES

C'est à Naples que le Consulat me donnera l'adresse de l'Avocat Guidetti attaché au Consulat.

Comm. Adv. Giacomo Guidetti  
*Patrocinante in Cassazione*

Dr. Proc. Maurizio M. Guidetti  
*Procuratore Legale*

Monsieur Leopold Ricci

Le Baudelaire

1, Av. St. Jacques

06200 N I C E

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre et, puisque je serai en France du 25/10 au 31/10 je souhaite Vous rencontrer avec photocopies de toutes les pièces en Votre possession pour avoir un aperçu plus précis de la question.

Vous pourrez me joindre, en cette période, au 94548838 pour que nous puissions prendre un rendez-vous pour le 31/10, data à la quelle je serai a Nice dans un hotel que je Vous préciserai.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Maurizio M. Guidetti

via v. gemito 70

via s. giacomo dei capri 65

tel. 081/65. 87. 83

tel. 081/545. 45. 88

80128 napoli

80131 napoli

*si riceve solo per appuntamento*

Pas de date sur la lettre de Guidetti. De fait elle arrive après la date du Rendez-vous proposé pour demander les pièces que je lui avais déjà adressées avant de partir d'Italie!

Une méthode de falsification !

MINISTERE DE LA JUSTICE

---  
13, Place Vendôme  
75042 PARIS CEDEX 01

Paris, le 23 OCT. 1992

---  
LE CHEF DU BUREAU  
DU CABINET

N/REF. : C.P./PM

Monsieur Léopold RICCI  
Le Beaudelaire  
1, av Saint Jacques  
06200 NICE

Monsieur,

Monsieur le Garde des Sceaux a bien reçu votre lettre  
en date du 1er octobre 1992.

Il m'a demandé de transmettre votre correspondance à  
la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes  
sentiments les meilleurs.

Le Chef du Bureau du Cabinet



Laurent BARNAUD

C'est reconnaître  
qu'il y a bien une  
affaire criminelle !

Si rien ne se  
produit c'est dire :  
c'est exact, mais il  
faut oublier !

Mais si la  
destruction de  
l'Occident doit en  
résulter ?

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE NICE

NICE, LE 6 Mai 1993

*Cabinet du Procureur de la République*

*Le Procureur de la République*

à

Monsieur Léopold RICCI  
Le Beaudelaire  
1, Avenue Saint Jacques

06200 NICE

Monsieur,

J'ai été destinataire de votre courrier du 26 Avril 1993 adressé à Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que :

1°) votre plainte pour homicide volontaire de votre père survenu 1939 en ITALIE concerne des faits manifestement prescrits.

2°) le contentieux vous opposant à la Caisse Nationale de Prévoyance est purement civil ou commercial. Il vous appartient donc d'engager, si vous l'estimez opportun, une action devant la juridiction compétente avec l'assistance d'un Avocat.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE



Le problème de la prescription a été discuté. Le mode de fonctionnement des institutions Occidentales est organisé pour que ne soient abordés que les problèmes qu'il convient de résoudre, écartés tous les autres. Mais chacun doit être convaincu que les intérêts supérieurs de l'état exigent les silences. Les affaires sont trop graves. Ainsi va le thème du grand mystère des choses qui échappent au commun, depuis Jéhovah et repris par toutes les Institutions bien chrétiennes. Et si ce thème décidait de la destruction d'un système de civilisation ?



Codice Mittente: 229.01.00

1448

4 MARS 1997

(numero di protocollo e data)

Posizione:

[ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ambasciata d'Italia  
Parigi

Oggetto: Trasmissione documentazione concernente il Signor Léopold RICCI.

Riferimenti:

TELESPRESSO indirizzato a :

CONSOLATO GENERALE D'ITALIA

NIZZA

e, p.c.:

→ Signor Léopold RICCI  
Avenue Saint Jacques  
Le Baudelaire  
06200 NICE

Si trasmette in allegato, per opportuna conoscenza e gli eventuali seguiti del caso, una documentata lettera circa la propria situazione patrimoniale fatta pervenire a questa Ambasciata dal Signor Léopold Ricci, residente nella circoscrizione di codesto Consolato Generale.

Consigliere d'Ambasciata  
(Emanuele FIGNATELLI)

Il confirme ce qui précède.

On peut dire que le système

mène les gens en bateau.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 12 JAN. 1998

**MINISTERE  
DE LA JUSTICE**

Le Chef de Cabinet  
du Garde des Sceaux  
Ministre de la Justice

Référence à rappeler : CAB/REQ/SM/PPJ/105360

**Monsieur Léopold RICCI**  
**Le Baudelaire**  
**avenue Saint Jacques**  
**06200 NICE**

Monsieur,

Madame Elisabeth Guigou, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, a bien reçu votre nouveau courrier, relatif à votre situation.

Elle m'a demandé de rappeler votre correspondance à Monsieur le Directeur des Affaires Civiles et du Sceau, auquel elle a demandé de veiller à ce qu'une réponse vous soit apportée dans les meilleur délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Seymour MORSY

Après la démarche auprès de Monsieur Lecanuet le 4 juin 1974, où je l'informais qu'une réponse climatique finirait par rendre une justice exhaustive, j'estimais avoir fait mon ultime devoir avec Madame Guigou.

Les démarches pouvaient être clauses.

**Un dernier rappel.**

Léopold RICCI - Le Baudelaire - ave St Jacques- 06200- Nice – FR - Tel : 0493969962

Référence : **1448 – 4 mars 1997**

Code expéditeur : **229.01.00**

à

Nice le 12/août/2004

Monsieur l'Ambassadeur  
Ambassade d'Italie  
51 rue de Varenne – 75007 - Paris

Monsieur l'Ambassadeur,

La démarche ci-dessus référencée n'a produit depuis aucun effet.

Or ma mère est décédée depuis quelques semaines. La succession est donc ouverte et j'aurai dû en être informé.

Ces silences entérinent l'analyse que j'ai faite quant aux décès de 1936 à 1939 de mon grand-père Léopold de mon jeune frère Antoine et de mon père Nicolas et de mon transfert en France dès 1938. Puis de la perte de mon patrimoine au profit de ma grand-mère qui en fera don à ma sœur.

Une simple affaire criminelle dont on tentera de m'appliquer la procédure en 1992, afin d'éliminer définitivement une souche.

J'ai depuis 1952 montré ce que cette souche peut faire.

Lorsqu'une mutation géophysique arrive, elle appelle une mutation dans tous les autres domaines ce qui s'appelle Renaissance quelques fois. Et son point de gestation et de diffusion est toujours le même : le membre qui est fait pour marcher.

Par ses silences et ses pratiques dans l'affaire Ricci, la société italienne devient une société inadaptée. La preuve en est qu'elle est incapable de reconstruire plus vite que la nature commence à détruire et à l'échelle planétaire.

J'ai critiqué l'attitude d'un Président Truman qui utilisera l'arme nucléaire sans avertissements préalables, mais j'ai pris soin de bien montrer les effets de cette « mutation géophysique » que j'ai eu pouvoir de prévoir et de comprendre comme si je l'avais planifiée.

Si ce Monde souhaite arrêter quelque chose, c'est moi d'abord qu'il faut satisfaire. Sinon la Terre vivra sans jambes et sans prothèse de remplacement et pour très longtemps.

Il n'y a plus lieu de retenir ce qui fut prévu depuis toujours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, mes salutations distinguées.

CC : [Usa](#), [Elysée](#), [Chine](#), [Russie](#)